Ministère de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de l’Innovation
ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

Décision n°2018-61

Le Président de l’École des hautes études en sciences sociales

Vu le code de l’éducation, notamment les articles L.717-1 et R. 719-51 et s. (livre VII, chapitre IX, section 2, sous-section 2) ;

Vu le décret n° 85-427 du 12 avril 1985 modifié relatif à l’École des hautes études en sciences sociales ;

Vu le décret 2010-1035 du 1er septembre 2010 modifié relatif à la durée des mandats des dirigeant et au fonctionnement des organes de direction de certains des établissements publics de l’État ;

Vu la décision Ministère de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de l’Innovation en date du 26 avril 2016 relative aux conditions et aux modalités d’utilisation des technologies de l’information et de la communication par les organisations syndicales ;

Vu la circulaire MESR/DGRH/n°0191 du 29 novembre 2016 relative aux conditions et aux modalités d’utilisation des technologies de l’information et de la communication par les organisations syndicales ;

Vu le vote de l’Assemblée des enseignants-chercheurs de l’École des hautes études en sciences sociales, en date du 25 novembre 2017, élisant à la présidence de l’École Monsieur Christophe Prochasson ;

Vu les avis du Comité technique de l’École en date du 29 septembre 2016 (favorable) et du 06 avril 2018 (favorable) ;

DECIDE

Préambule :

Suite à la parution de la décision du 26 avril 2016 susvisée, le Comité technique de l’École avait été consulté le 29 septembre 2016 sur la périodicité de la remise des listes du personnel par l’administration aux organisations syndicales.

Cet avis devait être suivi d’une décision du Président de l’École portant sur les modalités d’utilisation des technologies de l’information et de la communication par les organisations syndicales mais la circulaire du 29 novembre 2016, postérieure à la consultation du Comité technique, est venue étendre le champ de la décision. La signature d’une décision a donc été ajournée dans l’attente d’un nouvel avis du Comité technique.

La présente décision reprend la périodicité de la remise des listes du personnel par l’administration aux organisations syndicales ayant fait l’objet d’un avis le 29 septembre 2016 et est complétée d’autres dispositions ayant été soumises à l’avis du comité technique le 06 avril 2018.
**Article 1 : Objet**

Conformément à la réglementation en vigueur, le présent arrêté fixe les conditions d'utilisation des moyens de communication, et plus particulièrement ceux issues des technologies de l'information et de la communication, par les organisations syndicales implantées à l'EHESS.

Cette décision a vocation à s'appliquer à toute organisation syndicale légalement constituée, qui a pour objet la défense des intérêts professionnels des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche, titulaire ou non de siège(s) dans les instances de l'Ecole. Des organisations syndicales peuvent décider de se regrouper et d'effectuer une demande commune pour bénéficier de ces moyens de communication.

Par extension, tout regroupement de candidats et/ou d'anciens candidats à une ou plusieurs élections aux instances de l'Ecole et/ou d'élus aux instances de l'Ecole, portant un sujet d'intérêt général, composé ou non de membres d'une organisation syndicale, qui en fait la demande, peut bénéficier des mêmes moyens de communication que les organisations syndicales constituées.

La présente décision ne concerne pas les messages des organisations syndicales à destination de leurs seuls adhérents. Elle n'a pas non plus vocation à s'appliquer aux organisations syndicales étudiantes.

**Article 2 : Mise à disposition d'une page d'information syndicale**

Chaque organisation syndicale, qui en fait la demande auprès du Président de l'Ecole, est autorisée à animer librement une page d'information syndicale spécifiquement réservée accessible à l'ensemble des personnels, sur l'ENT de l'Ecole.

Le contenu de chaque page doit respecter le cadre législatif et réglementaire en vigueur, plus particulièrement le droit syndical, l'ordre public et les bonnes mœurs. L'Ecole s'engage à ne pas rechercher l'identification des agents qui se connectent aux pages d'information syndicale et à ne pas mesurer l'audience de ces pages.

**Article 3 : Mise à disposition d'une adresse de messagerie électronique aux coordonnées des organisations syndicales**

Chaque organisation syndicale qui en fait la demande dispose d'une adresse de messagerie sur le modèle « nom@ehess.fr ».

L'Ecole crée, enregistre, modifie ces adresses sur ses serveurs. Elle en est la propriétaire.

Seules les adresses de messagerie électronique syndicale créées et enregistrées par l'Ecole peuvent être utilisées pour l'émission de messages à destination de la boîte professionnelle des agents. Ces messages doivent parvenir aux agents sans blocage ni relecture de la part de l'administration. Le contenu de chaque message doit respecter le cadre législatif et réglementaire en vigueur, plus particulièrement le droit syndical, l'ordre public et les bonnes mœurs. Plus largement, l'utilisation des moyens de communication électronique doit respecter la Charte d'utilisation des ressources informatiques de l'Ecole, adoptée par son Conseil d'administration le 17 juin 2016.

Le volume des pièces jointes envoyées dans un courriel depuis cette adresse ne peut excéder 15 Mo.

En cas de risques pour la sécurité ou d'incidents sur le réseau, l'Ecole se réserve le droit, après information des interlocuteurs référents vus à l'article 6, de suspendre l'accès et/ou l'utilisation de la messagerie.
Article 4 : Listes des personnels

Les listes des personnels sont mises à disposition des organisations syndicales selon le calendrier suivant :
- une fois par an, dans le courant du mois d’octobre, pour les agents titulaires ;
- deux fois par an, dans le courant des mois d’octobre et de février, pour les agents non titulaires ;
- sur demande des organisations syndicales, à l’occasion de la convocation de la commission paritaire d’établissement ou de la commission consultative paritaire des agents non titulaires.

Ces listes comprennent : les noms, prénoms, adresses électroniques professionnelles nominatives des agents ainsi que leur catégorie, les lieux d’exercice et le corps d’affectation. Elles sont transmises sous la forme d’un tableau Excel faisant apparaître les nouveaux arrivants et les changements d’affectations. Elles ne peuvent être utilisées que dans les cadres de l’exercice du droit syndical.

Toute communication ou diffusion de ces listes ou de tout ou partie des informations qu’elles contiennent à des tiers est interdite. Chaque organisation syndicale doit se conformer, dans le cadre de la possession et de l’utilisation de ses listes, aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment à la loi « Informatiques et libertés » de 1978.

Les organisations syndicales peuvent, à partir des listes de personnels transmises, administrer elles-mêmes une ou plusieurs listes de diffusion destinées à l’envoi d’informations syndicales depuis l’adresse de messagerie électronique vue à l’article 3. Ces listes permettent de s’adresser à tous les agents ou un sous-ensemble d’agents.

Conformément à la loi « Informatiques et libertés » de 1978, les agents figurant sur ces listes de diffusion et destinataires des messages bénéficient à tout moment d’un droit d’accès aux informations les concernant, un droit de rectification de ces informations et un droit d’opposition à l’utilisation de ces informations. Ils doivent donc pouvoir se désabonner à tout moment d’une liste de diffusion.

Article 5 : Affichage

Les organisations syndicales peuvent demander au Président de l’Ecole d’utiliser les espaces d’affichage destinées aux organisations syndicales et situés notamment :
- 54 bd Raspail : 3 panneaux fermant à clef sont disposés dans le couloir du rez-de-chaussée du bâtiment B ;
- 105 bd Raspail : vitrines disposées à l’accueil du bâtiment B (clefs disponibles à l’accueil) ;
- 96 bd Raspail : panneau au rez-de-chaussée du bâtiment, près du bureau des PRAG.

Des espaces d’affichages non visés ci-dessus pourront être également proposés aux organisations syndicales.

Article 6 : Interlocuteurs référents

Chaque organisation syndicale communique par écrit à l’Ecole le ou les noms des interlocuteurs référents autorisés à exploiter la page d’information syndicale sur l’ENT et/ou l’adresse de messagerie et la ou les listes de diffusion.

Une formation et une aide technique peuvent être proposées aux interlocuteurs référents par l’Ecole.
L'Ecole désigne également un interlocuteur chargé du lien avec les organisations syndicales pour l'exécution de la présente décision.

**Article 7 : Dispositions générales**

La présente décision entre en vigueur à la date de sa signature. La directrice générale des services est chargée de son exécution.

Elle sera publiée sur le site internet de l'École des hautes études en sciences sociales.

---

À Paris, le 10 avril 2018

Le Président

Le président de l'EHESS